



Le dossier

Extrême droite: le paradoxe belge

L'extrême droite reste très marginale sur le plan électoral en Belgique francophone. Mais cette situation pourrait-elle changer?

3/6

Des webinaires pour les étudiants jobistes

2

Faillite de Van Hool: et maintenant?

9

Élections régionales: mode d'emploi

11

Bonus

Revaloriser les guichets SNCB



Peut-on s'absenter du travail pour aller voter?



Les dimanches 9 juin et 13 octobre, nous nous rendrons aux urnes pour les élections politiques. Les personnes qui travaillent ces jours-là doivent avoir la possibilité d'aller voter en personne. D'après la loi sur les contrats de travail, l'employeur doit donner à ses travailleurs le temps nécessaire pour remplir leurs obligations civiques, comme le vote pour les élections politiques. La suppression de l'obligation de vote aux élections communales et provinciales du 13 octobre en Flandre n'y change rien, comme le ministre du Travail, Pierre-Yves Dermagne, l'a confirmé. «L'exécution du contrat de travail ne peut pas mettre en péril l'exercice du droit de vote par le travailleur, y compris là où l'obligation de vote n'existe plus». Aucune garantie salariale spécifique n'est prévue lorsque l'absence au travail résulte de l'accomplissement de l'obligation de vote. Mieux vaut régler la question au niveau de l'entreprise et fixer des modalités qui permettent à la fois à l'entreprise de fonctionner correctement et aux collègues d'aller voter sans perte de salaire. | Piet van den Bergh |

Élections sociales: les résultats en quelques clics



Du 13 au 26 mai ont eu lieu les élections sociales pour élire les représentants des travailleurs. Au moment de mettre ce numéro sous presse, les résultats officiels n'étaient pas encore connus, mais à l'heure où vous recevez votre journal, vous pouvez désormais les découvrir sur le site Internet et les réseaux sociaux de la CSC. Nous reviendrons sur ces résultats dans le prochain numéro de L'Info.

Découvrez les résultats sur www.lacsc.be/elections-sociales

Un webinar pour les jobistes



Afin d'informer les étudiants jobistes sur leurs droits, les Jeunes CSC organisent un webinar gratuit le mardi 25 juin. Les thèmes abordés: le nombre maximum d'heures à prester pour ne pas perdre ses allocations familiales, le contrat de travail, le salaire minimum, les règles à suivre en cas de maladie, etc.

Invitez donc tous les jeunes de votre entourage à participer, ou venez prendre vous-mêmes les renseignements pour les diffuser autour de vous!



Les participants pourront poser leurs questions en direct. Le webinar débutera à 15h, mais il sera possible de le visionner en différé.

Inscription gratuite via le code QR ci-contre.

TIRAGE MOYEN
200.000 exemplaires

RÉDACTION
Chaussée de Haecht, 579
B-1030 Bruxelles (Belgique)
02.244.32.86
presse@acv-csc.be

ABONNEMENTS ET POSTE
Danny Assumani
danny.assumani@acv-csc.be

CHEFFE DU SERVICE PRESSE
Stéphanie Siegels
stephanie.siegels@acv-csc.be

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Marie-Marie van der Rest
marie-marievanderrest@acv-csc.be

RÉDACTION
David Morelli
dmorelli@acv-csc.be
Donatienne Coppieters
dcoppieters@acv-csc.be

MISE EN PAGE
Marie-Hélène Toussaint
mht.paraph@skynet.be

ÉDITEUR
Confédération des syndicats chrétiens (CSC)

IMPRIMERIE
Remy-Roto Beauraing



www.lacsc.be



www.facebook.com/lacsc



www.twitter.com/la_csc



www.instagram.com/lacsc



www.youtube.com/cscvideo



Extrême droite: le paradoxe belge



L'extrême droite reste très marginale sur le plan électoral en Belgique francophone. Cette situation pourrait-elle évoluer? Benjamin Biard, politologue au Centre de recherche et d'information socio-politiques (Crisp), apporte un éclairage qui invite à la vigilance. | David Morelli |

© Frédéric Pauwels



L'année 2024 sera celle de toutes les élections: régionales, fédérales et européennes en juin, communales et provinciales en octobre. Mais c'est aussi l'année de tous les dangers: comme à chaque scrutin, mais de manière particulièrement aigüe cette année, l'ombre du plébiscite de l'extrême droite plane dangereusement au-dessus des urnes. Au fil des élections et des souvenirs de la Seconde Guerre mondiale qui s'estompent (à lire dans *L'Info* n°9, 2023), cette idéologie, qui a conduit au fascisme et au nazisme, semble attirer un nombre dangereusement croissant de citoyens en Europe. Et

en Belgique? L'implantation de l'extrême droite y est paradoxale. En effet, alors que de récents sondages révèlent que le Vlaams Belang, désormais premier parti de Flandre, séduit plus d'un électeur flamand sur quatre, l'extrême droite wallonne reste tout à fait insignifiante sur le plan électoral. Comment expliquer la différence structurelle entre la situation en Flandre et dans le reste du pays?

Un terreau wallon pour l'extrême droite

Benjamin Biard a donné des pistes de réponse à l'occasion d'une journée d'étude sur l'extrême droite organisée par la CSC. «On peut regarder soit du côté de l'offre électorale, c'est-à-dire de la présence de listes d'extrême droite lors des élections, soit du côté de la demande électorale, c'est-à-dire de ce que les citoyens attendent en termes politiques dans la société.»

Du côté de la demande électorale, il constate que le Wallon n'est pas nécessairement tellement différent du Flamand. «Alors que circule le sté-



LE TERREAU QUI PERMETTRAIT À L'EXTRÊME DROITE DE POUSSER EN BELGIQUE FRANCOPHONE EST BEL ET BIEN LÀ.

réotype d'une population flamande plus raciste et fermée, on constate que le terreau qui permettrait à l'extrême droite de pousser en Belgique francophone est bel et bien là», analyse-t-il.

Plusieurs enquêtes témoignant de la perception de l'immigration par la population fondent cet inquiétant constat. À des affirmations telles que «Les immigrés prennent l'emploi des travailleurs natifs» ou



«Les immigrés profitent davantage des services sociaux et de santé qu'ils ne contribuent au budget de l'État», l'expert du Crisp fait le constat qu'il y a au moins autant de Wallons d'accord avec ces propositions que de Flamands.

Le paradoxe de l'offre

Pour Benjamin Biard, le paradoxe se joue donc sans doute du côté

de l'offre électorale. Le manque de percée actuelle de l'extrême droite en Wallonie pourrait dès lors s'expliquer par plusieurs éléments. Tout d'abord, par le fait que l'extrême droite en Belgique francophone connaît des querelles internes extrêmement fortes depuis de nombreuses années. En second lieu, il y a le constat de l'incapacité à présenter un leader charismatique permettant de rassembler les foules.

Troisième élément: le fait que le sentiment d'identité nationale en Flandre soit beaucoup plus développé que le sentiment d'identité wallon ou belge. «Il est plus difficile pour un parti par essence nationaliste de proposer un discours qui va accrocher au sein d'une population dont le sentiment d'identité nationale régionale ou communautaire est inférieure, toute proportion gardée», explique Benjamin Biard.

Trois symptômes de l'extrême droite

Comment définir aujourd'hui l'extrême droite alors que ses frontières avec la droite extrême s'atténuent de plus en plus?¹

| Donatienne Coppieters |

Trois caractéristiques de l'extrême droite sont mises en avant dans une étude, intitulée «Plus de démocratie, moins de racisme sur le lieu de travail».

L'extrême droite est d'abord raciste, nationaliste et xénophobe. Elle repose sur une forme de nationalisme qui exclut les non-natifs, les migrants, et les minorités – dont les minorités religieuses, comme l'Islam, ou sexuelles, comme les personnes LGBTQIA+.

Sa deuxième caractéristique se manifeste par des pensées et des pratiques conservatrices, autoritaires et hiérarchiques, avec surtout deux aspects: la place de la religion dans la société (comme en Pologne, par exemple, dans une version très catholique), et les rôles traditionnels des femmes et des hommes.

Dans cette conception, la femme est celle qui reste à la maison, qui «prend soin de». Cela s'exprime, notamment dans les pays d'Europe de l'Est, par un refus du concept de genre, parce que celui-ci met en avant l'idée que les rôles des femmes et des hommes sont une construction sociale, et non des rôles innés. Cela peut aussi se concrétiser parfois par des mesures sociales, comme c'est le cas des allocations familiales en Pologne et en Hongrie. Néanmoins, la plupart du temps, derrière ces discours sociaux, on retrouve des politiques antisociales.

La troisième caractéristique est l'antidémocratie et le populisme. L'extrême droite attaque les institutions démocratiques, le Parlement, l'indépendance judiciaire, les juges. Or, le rôle des juges dans

notre société, c'est de protéger les droits fondamentaux, la Constitution, mais aussi les droits des minorités. Le populisme attaque ceux considérés comme des élites politiques, mais il s'en prend maintenant aussi aux «élites» culturelles, de gauche et autres.

Ces trois pôles se manifestent de manière différente dans chaque pays, avec des accents plus ou moins forts sur l'un ou l'autre. Parce que l'extrême droite a une nature de caméléon et est opportuniste, et que ses partis savent très bien s'adapter aux situations locales.

En Belgique, par exemple, les partis d'extrême droite n'aborderont pas dans le discours public les rôles féminins et masculins, parce qu'ils savent que ça ne leur sera pas favorable – mais ils ont leur opinion là-dessus.

1. Extrait d'une interview de Karin Debroey, Thomas Miessen et Luc Impens, auteurs de la brochure: «Les syndicats en Europe contre l'extrême droite».



Le quatrième élément, c'est le fameux «cordon sanitaire» médiatique, en vigueur en Belgique francophone uniquement. Cette initiative avait été prise par la RTBF suite aux élections du 24 novembre 1991, rapidement qualifiées de «dimanche noir», qui avaient vu le Vlaams Blok (aujourd'hui Vlaams Belang) réaliser une percée électorale inédite, avec plus de 10% des voix. Ce mécanisme a ensuite été appliqué par les autres médias, et a vu sa légitimité s'accroître à travers le temps, jusqu'à gagner un statut légal durant les années 2010.

Concrètement, le cordon sanitaire consiste à empêcher que les partis, représentants ou mouvements non respectueux des principes et valeurs démocratiques (extrême droite, partis religieux fondamentalistes, etc.) ne puissent disposer d'un temps de parole libre en direct (émissions en plateau, débats...). En revanche, les journalistes ont le droit – et ils y sont même invités – de parler de l'extrême droite et de son programme, à la condition de mettre en perspective ce courant politique et ses idées. «*Cette mesure réduit la visibilité de l'extrême droite et entretient une certaine image du "diable" en politique*», développe M. Biard. *Ne pas leur donner la parole tue dans l'œuf toute stratégie de normalisation.*»

Rester mobilisé

À ces quatre facteurs vient se greffer un cinquième: la mobilisation de la société civile. Les organisations syndicales en sont l'un des acteurs essentiels. Ces acteurs tiennent chacun une série de rôles complémentaires: rôle d'information et de communication pour permettre de comprendre et démasquer l'extrême droite, travail éducatif et culturel pour lutter contre elle en amont, pression sur les autorités publiques, etc. «*Cette mobilisation a un impact très important, car elle empêche ou, en tout cas, rend plus difficile la mobilisation voire même la structuration de l'extrême droite*», explique Benjamin Biard. La CSC est particulièrement active en la ma-

tière en participant, par exemple, à la Coalition 8 mai et aux coalitions antifascistes régionales (à lire dans *L'Info* n°9, 2023).

Est-ce que pour autant que la Wallonie est «immunisée» contre le développement de l'extrême droite? Le politologue ne le croit pas du tout. «*Plusieurs facteurs expliquent la faiblesse de l'extrême droite en Wallonie, mais on voit en même temps que le terreau est prêt. Ça s'explique notamment par des considérations économiques mais aussi politiques, du fait de la plus grande méfiance de la population à l'égard du fonctionnement de la démocratie re-*



NE PAS LEUR DONNER LA PAROLE TUE TOUTE STRATÉGIE DE NORMALISATION.

présentative. On voit qu'elle pourrait prendre une place importante si un de ces facteurs ou acteurs venait à affaiblir sa mobilisation. À l'étranger d'ailleurs, plusieurs cas nous ont récemment rappelé

que l'extrême droite pouvait très rapidement gagner en importance au sein des paysages partisans nationaux», conclut-il.

Bonus Dans l'app de *L'Info* Allemagne: l'exemple de l'AfD.

Extrême droite: la réalité derrière les slogans

L'Info vous propose les extraits d'une analyse présentant trente exemples de votes antisociaux de l'extrême droite. | D.Mo. |

Les partis d'extrême droite jouent de plus en plus la carte du social, en adoptant un discours en ce sens ciblé sur le monde du travail. Pourtant la comparaison des slogans et des positions politiques du Vlaams Belang), d'Éric Zemmour et de Marine Le Pen, qui influencent le débat belge francophone du parti wallon Chez Nous, dévoile un discours so-

cial de façade. En réalité, l'agenda qu'ils défendent est défavorable aux travailleurs.

Salaires

Le Vlaams Belang affirme soutenir les salaires et le pouvoir d'achat. Pourtant, en 2017, le parti a voté au Parlement fédéral pour le durcissement de la Loi de 1996, que les





syndicats combattent car ils sont la cause du gel des salaires. En 1996, le VB avait voté contre cette loi... car elle n'allait pas assez loin.

Le VB affirme vouloir augmenter le salaire minimum en Belgique. Cependant, en 2022, alors que le Parlement européen a mis au vote une proposition de directive sur le salaire minimum européen, tous les partis belges ont voté pour – à l'exception de la N-VA et du Vlaams Belang.

Impôts

Éric Zemmour propose de baisser massivement les impôts des entreprises de 30 milliards d'euros pour créer de l'emploi. Cela réduirait pourtant le financement de l'État, ce qui amènerait une réduction des prestations sociales ou des services publics (pensions, remboursement maladie...).

Pensions

Dans son programme de 2019, le Vlaams Belang se prononce en faveur d'une pension à points. Ce mécanisme pénalise généralement les faibles revenus, notamment les temps partiels.

LE VLAAMS BELANG A VOTÉ
CONTRE UN SALAIRE MINIMUM
EUROPÉEN.

Pouvoir d'achat

Alors que 93% des sympathisants du Rassemblement national (RN) souhaitent un blocage des prix pour faire face à l'explosion des prix, Marine Le Pen a voté contre à l'Assemblée nationale française. Les députés RN ont également rejeté la

création de la nouvelle autorité européenne du travail, chargée de détecter les fraudes à la mobilité des travailleurs, et le socle européen des droits sociaux, qui encourage une harmonisation des règles du travail et de la protection sociale en Europe.

Syndicats

Le Vlaams Belang reste un parti antisyndical. Il s'oppose au versement des allocations de chômage par les syndicats. Par ailleurs, en juin 2021, il a déposé au Parlement une proposition pour donner une personnalité juridique aux syndicats. Cela aurait pour conséquence majeure de les obliger à rendre publiques leurs caisses de grève, pour le plus grand bonheur des employeurs!

Et le parti «Chez Nous»?

Concernant les impôts, leur programme mentionne une diminution de l'impôt sur les entreprises de 25 à 22%. Cela reviendrait à réduire le financement de l'État pour augmenter la marge bénéficiaire des entreprises...

Concernant le chômage, Chez Nous souhaite permettre aux chômeurs de longue durée d'accomplir des travaux d'intérêt général afin d'embellir nos espaces de vie en les rétribuant sous forme de chèque-terroir. Pourtant, tout chômeur peut déjà travailler gratuitement s'il le veut en faisant du bénévolat (qui est d'ailleurs défrayé). Cette mesure serait une porte ouverte pour rendre une mise au travail des chômeurs obligatoire.

Enfin, détail d'importance: Chez Nous n'a, dans son programme, aucune opinion sur les salaires et sur les pensions...

Les exemples présentés dans cet article sont issus de l'étude «*L'extrême droite et ses votes antisociaux: 30 exemples*», réalisée par Olivier Malay, collaborateur au Service d'études de la CSC Alimentation & Services, et Angela Duzan (stagiaire). Texte disponible sur <https://lavamedia.be/fr/lextreme-droite-et-ses-votes-anti-sociaux-30-exemples/>



CONSTRUCTION

Paiement du pécule de vacances 2024

Le pécule de vacances 2024 des travailleurs du secteur de la construction sera payé le jeudi 20 juin 2024. Cela se fera uniquement par virement bancaire.

La Caisse-Congé du Bâtiment demande à tous les ouvriers qui n'ont pas encore communiqué leur (nouveau) numéro de compte bancaire de le faire dès à présent:

- soit en ligne sur l'application «Mon Compte de Vacances» via www.socialsecurity.be;
- soit au moyen du formulaire officiel, qui peut être demandé auprès de la Caisse-Congé du Bâtiment (Avenue des Arts n°20, 1000 Bruxelles, à l'adresse info@caissecongebatiment.be,

au 02/529.80.11 ou sur www.caissecongebatiment.be). Le formulaire doit être renvoyé par la poste, dûment complété et signé par le travailleur, et signé et cacheté par la banque. Les formulaires renvoyés par mail ne sont pas acceptés.

Sur «Mon Compte de Vacances», il est également possible d'obtenir une simulation du pécule de vacances. Il s'agit de chiffres provisoires: le montant du pécule de vacances ne devient définitif qu'au moment du paiement.

Attention! Sans numéro de compte bancaire, il ne sera pas possible de payer le pécule de vacances.



CONSTRUCTION

Prime syndicale 2024

Vous êtes membre de la CSC et vous avez travaillé dans le secteur de la construction du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2024? Vous avez droit à un avantage social (prime syndicale).

Quel est le montant?

0,6652 euro par jour presté ou assimilé au cours de la période de référence, avec un maximum de 145 euros.

Les jours pris en compte sont:

- les jours effectifs prestés;
- les jours de la première semaine de salaire garanti en cas de maladie;
- les jours fériés;
- les jours de petit chômage (absence rémunérée en cas de naissance, mariage, décès...);
- les jours de vacances annuelles;
- les jours de repos compensatoire;

- les jours de chômage intempéries;
- les jours de chômage pour raisons économiques ou pour d'autres raisons, avec un maximum de vingt jours;
- les jours de formation syndicale;
- les jours de congé-éducation payé, avec un maximum de cinq jours.

Quand la prime est-elle payée?

Le premier paiement de la prime syndicale sera effectué par la CSC bâtiment - industrie et énergie (CSCBIE) à partir du lundi 17 juin 2024. La prime sera directement et automatiquement payée sur le numéro de compte bancaire connu par la CSCBIE. Vous ne recevrez donc en principe plus de formulaire. Il est par conséquent important que vos données personnelles et profes-

sionnelles connues à la CSC soient correctes.

Rendez-vous sur www.macsc.be pour contrôler vos données. Si vous utilisez votre eID ou itsme pour vous connecter, vous pourrez adapter immédiatement vos données et bénéficierez ainsi d'un paiement automatique

Si vous n'avez pas reçu le paiement avant la fin du mois de juin, vous recevrez alors le formulaire par la poste au plus tard début juillet. Remettez ce formulaire complété avec votre numéro de compte Iban au plus vite à la CSC afin que nous puissions payer votre prime syndicale rapidement.

Pour toute question, prenez contact avec le secrétariat CSC-BIE de votre région sur www.lacsc.be/cscbie/contact





CONSTRUCTION AUTOMOBILE

Faillite de Van Hool: et maintenant?

Durant 9 jours, un centre de services temporaire organisé par la CSC a aidé quelque 1.700 ouvriers et employés du constructeur de bus Van Hool à accomplir les formalités administratives liées à la faillite de l'entreprise. | Bram Van Vaerenbergh (adapt. D.Mo.) |



Le centre de services temporaire installé chez Van Hool.

Au temps de sa splendeur, Van Hool occupait 2.500 travailleurs. Aujourd'hui, dans le showroom de Koningshooft (province d'Anvers), qui accueillait ses plus beaux modèles de bus et d'autocars, il ne reste plus qu'une cinquantaine de chaises et une vingtaine de prestataires de services, permanents et accompagnateurs de la CSC pour la recherche d'un emploi. Ils ont accueilli plus de 1.700 travailleurs, membres de la CSC concernés par la faillite. Ceux-ci sont venus munis de leurs documents, pour poser leurs questions et dire ce qu'ils avaient sur le cœur.



NOUS N'AVIONS PLUS VÉCU UNE FAILLITE D'UNE TELLE AMPLÉUR DEPUIS CELLE DE LA SABENA.

Après l'annonce de la faillite, les syndicats ont dû réagir rapidement. Pour éviter que les centres de services ne soient submergés et pour centraliser les demandes, les permanents et les délégués princi-

aux ont convaincu les curateurs de la faillite d'installer un centre de services temporaire sur le zoning, uniquement pour la CSC. «La CSC n'avait plus vécu une faillite d'une telle ampleur depuis celle de la Sabena. Nous avons lancé cette initiative le 26 avril, et nous étions présents jusqu'au 8 mai», explique Peggy Schuermans, secrétaire syndicale.

Des travailleurs âgés

Le centre de services temporaire est impressionnant. Tous ceux qui viennent rencontrer les prestataires de services sont assurés que leur vie privée est respectée et que toutes les facilités informatiques nécessaires sont disponibles. Surtout, il y a de la place pour des discussions entre (ex?) collègues. «Il est important que nous puissions organiser cette activité dans l'entreprise, dans un cadre familier. Il s'agit d'un des rares moments où nous pouvons rencontrer les affi-

liés. Nous devons prendre le temps pour cela», détaille Peggy Schuermans.

Patrick Van Herck travaille chez Van Hool depuis quarante ans. Il est aussi un de ceux que le curateur a engagés pour l'assister. «Les collègues se posent beaucoup de questions sur un redémarrage potentiel des activités. Certains ont déjà retrouvé un emploi. D'autres attendent de voir ce que le redémarrage des activités signifiera pour eux, explique-t-il tandis qu'il regarde la salle remplie de collègues qui l'attendent. Le personnel est assez âgé, ce qui ne facilite pas toujours la recherche d'un nouvel emploi. La plupart – comme moi – n'ont jamais connu d'autre employeur que Van Hool.»

Perspectives d'avenir

Un peu plus loin, les collègues de Doorstart+, un projet de soutien d'ACV Innovatief (une ASBL liée à la CSC néerlandophone), organisent des sessions d'information sur le thème «Comment réagir en cas de licenciement?». «Nous voyons bien que les gens ont besoin d'en parler, explique Karin Blommaert, accompagnatrice CSC dans le cadre des ateliers d'information et de recherche d'emploi. Mais participer aux sessions demande un gros effort à certains. Ce qui compte, c'est d'offrir de nouveau des perspectives d'avenir aux travailleurs, de leur montrer comment ils peuvent accomplir des démarches pour se réinsérer sur le marché de l'emploi.»

De ce point de vue, la fédération sectorielle Agoria a rassemblé quelque 1.700 offres d'emploi pour aider les travailleurs licenciés à retrouver rapidement un emploi dans d'autres entreprises de la région, spécialisées dans les secteurs de la technologie.

Bonus



Dans l'app de L'Info Retrouvez cet article en version intégrale.





NETTOYAGE

Les pros du nettoyage à l'honneur le 20 juin

Comme chaque année au mois de juin, la CSC Alimentation et Services mettra à l'honneur le personnel de nettoyage.

Une exposition de photos se tiendra le 20 juin sur la place de la Madeleine à Bruxelles. Le grand public pourra y découvrir les portraits de travailleurs et travailleuses de différents secteurs: nettoyage classique et industriel, nettoyage dans l'Horeca, dans les écoles, à domicile, etc. Cette année, c'est le thème de la fierté qui a été choisi: d'exercer un métier essentiel, fierté de faciliter et embellir la vie des autres, mais aussi d'être délégué ou déléguée CSC et de défendre ses collègues. Inscrivez le 20 juin dans votre agenda, et remerciez les pros du nettoyage pour leur travail indispensable!



«Ma fierté, c'est d'offrir du temps à mes clients. Quand ils rentrent chez eux, ils ne doivent pas penser à leur ménage, mais seulement à profiter de leur foyer, de leurs enfants et de leurs autres activités. Tout le monde est content: moi, de leur rendre service, eux, de rentrer dans une maison propre et rangée.»

Katty
Aide-ménagère depuis 15 ans et déléguée syndicale depuis 10 ans.



«J'ai pas mal de chantiers différents. Ce qui me fait plaisir, c'est de finir un chantier, de me retourner et de voir que j'ai rendu son éclat au bâtiment dont je me suis occupé. Par exemple, à la gare de Namur: c'est quand même beau, non?!»

Oreste
Vitrier depuis 25 ans et délégué syndical depuis 12 ans.

CHARLEROI

Les Seniors CSC demandent la gratuité des transports publics

Le 22 mai dernier, les Seniors de la CSC Charleroi – Sambre & Meuse se sont rassemblés devant la gare centrale de Charleroi pour réclamer la gratuité des transports publics pour tous.

I D. Mo. I

L'action était organisée en collaboration avec le «Gang des vieux en colère», les militants du site navetteurs.be et les pensionnés de la FGTB. Elle s'inscrit dans la période pré-électorale, et dans un contexte d'augmentations régulières du prix des transports publics, de suppression des réductions comme le ticket senior ou de famille nombreuse, et de dégradation des services aux usagers. L'objectif de cette action: rappeler aux autorités que la gratuité des transports publics est une mesure simple, sociale, écologique,

populaire et peu coûteuse. Pour les Seniors CSC, «la Belgique doit proposer la gratuité des transports publics (trains, trams, bus, métro) pour toutes et tous. Cela favorisera leur attractivité par la simplicité de l'usage et la diminution du coût

de la mobilité pour les usagers. Une gratuité pleine, universelle, est nettement plus adaptée aux publics précarisés qu'une gratuité ciblée, partielle: elle supprime les démarches administratives qui découragent souvent ces publics de recourir à leur droit».

L'action a eu lieu devant la gare.





HAINAUT

Un «escape game» pour faire reculer l'extrême droite

La lutte contre les manipulations de l'extrême droite constitue un enjeu qui va perdurer bien au-delà des élections de juin 2024. Le service Diversité de la CSC a développé à cette fin une formation sous la forme d'un escape game. Objectif: conscientiser les militants et les citoyens aux dangers que l'extrême droite fait courir à la démocratie.

| Malika Borbouse, responsable Diversité à la CSC (adapt. D.Mo.) |

C'est en juin 2023 que cet escape game a été créé par le service Diversité de la CSC, dans le cadre d'une journée de formation à destination de 160 délégués et déléguées CSC du Hainaut occidental.

D'emblée, ceux-ci ont été accueillis par les organisateurs, qui avaient revêtu des tenues antitoxiques et des masques à gaz. Une voix robotisée a retenti dans la salle, annonçant qu'ils avaient été infectés par le virus de l'extrême droite et que, pour se désinfecter, des épreuves les attendaient dans divers districts.

Au sein de ces différentes zones de jeu, baptisées «districts», les

participants devaient réaliser diverses tâches. Dans le district B, par exemple, avait lieu l'activité «*Les valises des migrants*». Dans un petit sac placé au centre de chaque

APPRENDRE PAR LE JEU EST
LE MEILLEUR MOYEN D'IMPLIQUER
LES PARTICIPANTS.

sous-groupe, quatre objets symboliques et quatre lettres retraçaient le parcours d'une ou d'un migrant. Ces témoignages réels et poignants ne laissent personne insensible. Il fallait non seulement lire les lettres et découvrir les objets, mais éga-

lement tracer le parcours – parfois périlleux – du migrant sur une carte géographique. Pour conclure cette «épreuve», les participants devaient répondre par écrit à quelques questions précises.

Dans le district A, 19 objets faisaient état à la fois de la manière dont l'extrême droite s'immisce dans le paysage politique et sur les lieux de travail dans six pays européens, mais également des stratégies déployées par les syndicats de ces pays pour faire reculer ces partis haineux qui sèment la division sur leur passage.

L'éducation permanente, un outil créatif

Apprendre par le jeu, les épreuves, la collaboration et l'échange, par le mouvement, les couleurs, les textures et les émotions, c'est le meilleur moyen d'impliquer les participants. Presque tous les types d'intelligence sont engagés dans cet escape game. Certes, ce type d'apprentissage demande un plus grand investissement organisationnel en amont. Mais le jeu en vaut largement la chandelle.

Que ce soit en menant des campagnes, en rentrant dans les entreprises ou en proposant des animations de qualité, il faut plus que jamais redoubler d'efforts pour faire de l'éducation permanente un fer de lance, et ne pas laisser les citoyens entre les mains de partis manipulateurs, cupides et malveillants. C'est dans l'adversité que l'éducation permanente se montre la plus combative. Alors soyons audacieux. Soyons créatifs. Soyons dans l'action.



Participez à l'escape game!

Les 7 octobre et 26 novembre prochain, un escape game ouvert à l'ensemble des citoyens sera organisé au centre de services de la CSC de Bouge (Namur). Vous souhaitez y participer avec vos collègues de travail ou en famille? **Contactez diversite@acv-csc.be**



La version intégrale de cet article a initialement été publiée dans le magazine *L'Esperluette*, trimestriel édité par le Ciep, n° 117, 2023.



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES
LE PARLEMENT

Ce Parlement comprend des élus
des Parlements wallons et bruxellois.

Élections régionales: mode d'emploi

Le 9 juin prochain, les Belges sont appelés à participer à un triple scrutin. Focus sur les élections régionales, et ses 313 sièges à pourvoir dans les cinq parlements régionaux et/ou communautaires. | David Morelli |

Les Régions

La Belgique compte trois Régions: la Flandre, la Wallonie, et Bruxelles-capitale. Celles-ci ont des compétences dans les domaines qui touchent à l'occupation du territoire au sens large: économie, emploi, agriculture, politique de l'eau, logement, travaux publics, énergie, transport (sauf SNCB), environnement, aménagement du territoire et urbanisme, conservation de la nature, crédit, commerce extérieur et tutelle sur les provinces, les communes et les intercommunales. Elles sont également compétentes en matière de recherche scientifique et en relations internationales dans les domaines précités. Chaque Région possède un Parlement et un gouvernement.

Parlements et gouvernements régionaux

Le Parlement wallon est composé de 75 députés élus directement, qui discutent et votent les décrets, et peuvent prendre l'initiative d'en élaborer. Ils exercent également le contrôle sur le gouvernement wallon. Les ministres wallons peuvent aussi être ministres du gouvernement de la Communauté française.

Les 19 communes de la Région bruxelloise forment un seul collège électoral. Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale (RBC) compte au total 89 membres élus: 72 parmi les listes francophones, et 17 parmi les listes néerlandophones. Il élabore les textes législatifs, adopte les budgets et contrôle le gouvernement régional. En choisissant leurs représentants wallons et bruxellois, les électeurs wallons et bruxellois choi-

sissent du même coup leurs représentants au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB). Celui-ci est composé des 75 élus du Parlement wallon, et de 19 élus francophones du Parlement de la RBC, envoyés par leur parti sur base des résultats électoraux. 124 députés siègent au Parlement flamand, l'assemblée législative de la Région et de la Communauté flamande.

Les Communautés

La Belgique compte trois Communautés:

- la Fédération Wallonie-Bruxelles, qui comprend la région wallonne (à l'exception de la région de langue allemande) et des institutions francophones sur le territoire de Bruxelles;
- la Communauté germanophone, composée des neuf communes de la région de langue allemande;
- la Communauté flamande, qui comprend la Région flamande et des institutions néerlandophones sur le territoire de Bruxelles.

Les Communautés sont fondées sur l'usage de la langue. Les matières communautaires sont liées aux personnes - culture, enseignement, emploi des langues - et les matières dites «personnalisables» comprennent la politique de santé et l'aide aux personnes. Les Communautés sont également compétentes en matière de recherche scientifique et de relations internationales dans les domaines qui relèvent de leur compétence.

Parlements des Communautés

Les Parlements des Communautés exercent le pouvoir législatif conjointement avec leur gouvernement. Les 94 membres du Parlement de la FWB ne sont donc pas élus directement (lire ci-avant), à la différence des membres des autres Parlements communautaires, élus en tout ou partie directement. Le Parlement de la Communauté germanophone de Belgique est composé de 25 membres.

Consultez les mémorandums mentionnant les positions, enjeux et priorités de la CSC wallonne et de la CSC bruxelloise à l'occasion des élections régionales sur www.lacsc.be/memorandum



Bonus



Dans l'app de L'Info
La répartition des sièges
parlementaires.



Limitation des allocations de chômage: punir n'est pas la solution



L'idée de limiter les allocations de chômage dans le temps refait surface régulièrement, portée par des femmes et hommes politiques en quête d'économies rapides. Pourtant, cette approche risque de dénaturer notre système de sécurité sociale sans résoudre le problème du chômage de longue durée.

Limiter les allocations ne crée pas d'emplois. Croire que les chômeurs n'ont qu'à se diriger vers les secteurs en tension néglige la complexité du marché du travail. Les difficultés de recrutement sont souvent liées à des contrats précaires, de mauvaises conditions de travail, des salaires insuffisants, ou encore un manque de sens dans les métiers.

Pour lutter efficacement contre le chômage, la création de véritables emplois de qualité est la seule voie prometteuse. Toutes les études sé-

rieuses, y compris celles de l'Onem, montrent que les sanctions et exclusions n'améliorent ni l'accès à l'emploi ni les qualifications des chômeurs.

Cette mesure de limitation est injuste et inefficace. Elle affaiblit notre système de solidarité, poussant de nombreuses familles vers le CPAS ou dans une plus grande pauvreté.

La législation actuelle est déjà très stricte, avec des conditions d'octroi des allocations qui incluent des évaluations positives pour les demandeurs d'emploi, une recherche active d'emploi ou un contrôle strict du statut familial.

On le sait, le chômage a des effets négatifs sur la santé physique et mentale. Les employeurs doivent prendre leurs responsabilités en offrant de véritables opportunités d'embauche!

La CSC vous souhaite des
vacances
pétillantes



Vos droits

Tout savoir sur vos vacances annuelles

De combien de jours de vacances disposez-vous? Comment est calculé votre pécule de vacances? Que se passe-t-il si vous tombez malade pendant vos congés?

Obtenez une réponse à toutes vos questions en consultant gratuitement la brochure «Vacances annuelles 2024». Cette brochure passe en revue la législation en vigueur en matière de période, durée et jours de vacances, mais aussi en matière de pécule de vacances des ouvriers, des employés, des agents des services publics, des jeunes diplômés et des chômeurs. Un outil en ligne vous permet également de calculer le nombre de jours de vacances auquel vous avez droit.



Plus d'infos via
le code QR ci-contre
ou à l'adresse
www.lacsc.be/vacances

